



25 ans

# NOTE PROSPECTIVE

**Cette note de réflexion** introduit les débats prospectifs menés à l'occasion des 25 ans de SAW-B, le 8 septembre 2006. La rédaction a été confiée à Thomas Lemaigre, directeur de l'Agence Alter, et a bénéficié des apports de l'équipe et du président de SAW-B. Elle doit permettre de susciter des réflexions, des réactions, et des alliances qui atterriront dans une prochaine Assemblée générale programmatique de SAW-B. Elle s'adresse donc autant aux membres qu'aux autres acteurs économiques, sociaux, politiques et scientifiques. Autrement dit, cette note est provisoire et n'est en aucun cas une position officielle de SAW-B et de ses membres. Après le 8 septembre, SAW-B et ses membres entameront une phase de consultation et de débats internes. A l'issue de cette consultation et de l'Assemblée générale programmatique, un ouvrage collectif sera publié (voir sommaire proposé ci-après). Il reprendra cette note, les différentes contributions (scientifiques, interlocuteurs sociaux, membres, etc.), les actes du débat du 8 septembre et les conclusions avalisées par les membres de SAW-B.

# Proposition de sommaire pour l'ouvrage collectif

## **Economie sociale? Alternatives économiques? Transformations de l'économie? 25 ans de nouvelles frontières pour SAW-B**

### *Avant-propos*

Pierre Verbeeren, président de SAW-B.

### *25 ans de nouvelles frontières pour SAW-B; note prospective*

Thomas Lemaigre, directeur de l'Agence Alter.

### *Pour une économie sociale revisitée*

Jacques Defourny, directeur du Centre d'Economie Sociale, Université de Liège et Jean-Louis Laville, co-directeur du Laboratoire Interdisciplinaire pour la Sociologie Economique, CNAM – CNRS, Paris.

### *Que veut dire le « social » dans l'économie sociale ? Plaidoyer pour une nouvelle radicalisation...*

Christian Arnspenger, chercheur qualifié du Fonds National belge de Recherche Scientifique et professeur à l'Université Catholique de Louvain (Chaire Hoover).

### *L'économie solidaire en Amérique Latine*

Andréia Lemaître, aspirante Fonds National de Recherche Scientifique, Centre de Recherches Interdisciplinaires pour la Solidarité et l'Innovation Sociale et Institut d'Etudes du Développement de l'Université Catholique de Louvain.

### *Quelques notes sur l'économie sociale en Afrique*

Bénédicte Fonteneau, chercheuse Hoger instituut voor de arbeid, Katolieke Universiteit Leuven.

### *Les métamorphoses du salariat et la question de la dignité humaine*

Bernard Van Asbroeck, conseiller général au siège central du FOREM.

### *Assurer des conditions de vie dignes à tous : les services aux personnes.*

Marthe Nyssens, professeur au Département des sciences économiques, Centre de Recherches Interdisciplinaires pour la Solidarité et l'Innovation Sociale et Institut de recherches économiques et sociales de l'Université Catholique de Louvain.

### *Interviews de personnalités politiques, économiques et sociales :*

Anne Demelenne, secrétaire générale de la Fédération Générale du Travail de Belgique

Claude Rolin, secrétaire général de la Confédération des Syndicats Chrétiens

Eric Buysens, directeur du Service d'Etudes de la FGTB de Bruxelles

Ivan Sintzoff, président d'Energethics

Jean-Claude Daoust, président de la Fédération des Entreprises de Belgique

Joël Van Cauter, directeur de Citizen Dream

Julek Jurovicz et Pierre Burnotte, administrateurs délégués de Smart

Marc Becker, secrétaire national de la Confédération des Syndicats Chrétiens

Pierre-Paul Maeter, secrétaire du Conseil National du Travail

Robert Tollet, président du Conseil Central de l'Economie

Thierry Jacques, président du Mouvement Ouvrier Chrétien

Vincent Reuter, administrateur délégué de l'Union wallonne des Entreprises

### *Actes du congrès de SAW-B*

du 8 septembre 2006.

### *Contributions et synthèses des débats menés avec les membres de SAW-B*

lors de l'Assemblée générale programmatique de novembre 2006.

# Économie sociale ? Alternatives économiques ? Transformations de l'économie ?

## 25 ans de nouvelles frontières pour SAW-B

---

### Note prospective

**Si** on doit concevoir tous les phénomènes humains comme des phénomènes sociaux, toute l'économie est sociale. Cela voudrait-il dire que l'expression « économie sociale » est un non-sens ? Non. Bien au contraire, avec une telle vision de l'économie, l'économie sociale devient alors une manière de penser et de pratiquer l'économie d'une façon radicale et non réductrice.

Bourrage de mou ? Non. Affirmer une telle généralité<sup>(1)</sup> est à la fois audacieux et crucial. Audacieux parce qu'alors que tout concourt à faire du couple capital/marché le dénominateur commun de tout ce qui relève de l'économie. Il existe un besoin urgent de tels points de levier critiques pour jaloner les alternatives, et continuer à innover. Crucial parce qu'il en découle un programme d'action mobilisateur, dont les réalisations vont à leur tour permettre de changer notre regard sur l'économie.

Dans le dernier quart du siècle dernier, pionniers et promoteurs de l'économie sociale ont défriché des terrains d'innovation considérables : créer de l'emploi pour les exclus, revaloriser les déchets pour les réinjecter dans les circuits de production et de consommation au lieu d'accumuler du passif écologique, approfondir le développement de la sphère des services à la personne, rendre crédible l'agriculture bio, etc.

Mais le monde continue à changer, et en particulier l'économie. Leurs mutations vont continuer et se complexifier en s'influçant les unes les autres : globalisation, pénuries de ressources non renouvelables, recomposition du salariat, approfondissement du fossé nord-sud, etc. En identifiant et en anticipant de tels défis, sans catastrophisme et sans angélisme, on voit se dessiner de nouveaux champs de développement de l'économie sociale. C'est le moment de les pointer, et, pour les porteurs des modèles qui marchent depuis plus de 25 ans, de se demander ce qu'il y a lieu de faire avec et pour les acteurs qui occupent les nouveaux terrains de l'économie sociale de demain. De qui nous rapprocher et comment ?

*Voici donc un premier round de reconnaissance sans œillères. La question candide pourrait être : Qui seront les membres de SAW-B d'ici 25 ans ?<sup>(2)</sup>*

### — La crise pétrolière

L'insuffisance d'énergies fossiles est sans doute la cause des plus grandes transformations que va connaître l'économie mondiale au XXI<sup>e</sup> siècle : il faudra à la fois produire renouvelable et bon marché, et surtout consommer moins.

La fourniture d'énergies renouvelables sous toutes ses formes est un domaine crucial du déploiement futur de l'économie sociale (et de l'économie wallonne ?). Les banques éthiques comme Triodos l'ont déjà bien compris en les mettant en priorité dans leurs choix d'investissements.

Il faut aussi creuser du côté des alternatives aux grosses dépenses d'énergies fossiles : nouvelles techniques et nouveaux modes d'organisation plus économiques comme l'éco-construction et les mobilités douces.

### —— **Le fossé avec le Sud**<sup>(3)</sup>

Le déséquilibre économique le plus flagrant aujourd'hui est sans contexte le décrochage d'une bonne partie des pays du Sud.

Face à cela, l'économie sociale a un potentiel énorme pour créer des échanges commerciaux et économiques aux termes justes. On pense évidemment au commerce équitable, mais il faut aller chercher plus loin. Par exemple du côté des opérateurs économiques qui œuvrent à ce que les ressources locales soient réinvesties dans les économies locales (tontines et microfinance par des ONG comme SOS Faim ou Iles de Paix), pour y créer sur place des activités de transformation des productions locales (BIO), ou pour transférer à prix correct des technologies du Nord vers le Sud (CF2m).

### —— **La marginalisation de l'Europe occidentale**

Sur l'échiquier mondial, l'économie de la « vieille Europe » est en train de devenir un petit poucet. Bon allez, un moyen... L'économie sociale doit chercher à s'ouvrir sur l'Europe centrale ou l'Asie du Sud-Est, c'est-à-dire là où le développement économique paraît le plus dynamique sur la planète. Allons-nous rester au balcon face à ce dynamisme ? Quels échanges économiques et commerciaux justes imaginer ?

Certains acteurs économiques de là-bas cherchent à entrer dans des circuits de sous-traitance, notamment ceux qui ont rebondi sur la chute du communisme pour réactualiser leurs modes d'organisation coopératifs. Délocaliser des activités de sous-traitance vers l'Est ou le Sud, cela ne correspond pas à ce qu'on imagine habituellement comme étant du commerce équitable. Il s'agit ici de biens qui peuvent être manufacturés n'importe où, ou de services comme le traitement de données et le développement informatique, et non, comme dans les échanges habituels en matière de commerce équitable, de productions locales (alimentation et artisanat). Ce qui n'est pas sans poser de questions aux travailleurs comme aux entrepreneurs sociaux du Nord.

### —— **Recompositions du salariat**<sup>(4)</sup>

Le salariat se recompose : travailler, cela ne veut plus toujours dire cumuler un salaire, un statut et un travail. Sans même parler du travail au noir et des marchés informels, complètement banalisés dans des zones où le chômage dépasse les 25 %. L'emploi mute. Le rapport patron-salarié voit intervenir de nouveaux intermédiaires. Le monde du travail ne se divise plus entre fonctionnaires, salariés et indépendants et les formes de « multiactivité » progressent en bricolant des combinaisons précaires du point de vue de leur sécurité juridique ou des niveaux de revenus qu'ils permettent. La rémunération peut prendre de toutes autres formes que le salaire, et le salaire provenir d'ailleurs que de celui au service de qui on bosse. Ces différentes dérégulations ne sont pas nécessairement subies : elles peuvent être utilisées dans l'intérêt du travailleur plutôt que pour mieux l'assujettir. Certains vont jusqu'à les revendiquer pour que l'Etat les reconnaisse, les clarifie et les renforce, au lieu que le marché les réduise à des formes de dumping social. Et l'on voit apparaître sur la scène du marché de l'emploi de nouvelles créatures : coopératives d'activités comme Azimut, coopératives d'emploi comme DIES, intermédiaires comme SMart, mouvements comme Euro Mayday, etc.

### —— **Distribuer et consommer**

A contrario d'il y a 100 ans, l'économie sociale belge pense surtout à maîtriser la production et peu la distribution. Or la conscience des consommateurs évolue. C'est encore lent, mais cela s'accélère. On voit dans d'autres pays, du Québec aux Pays-Bas, des innovations qui marchent : des night-shops éthiques aux systèmes de fidélisation du type carte Happy Days éthiques, en passant par un renouveau des coopératives d'achat...

Le consommateur le plus absent est l'Etat, comme le montre l'étude<sup>(5)</sup> SAW-B/Crédal/Febecoop. Les sensibilités évoluent là-aussi (Ça passe par ma commune<sup>(6)</sup>) et les réglementations suivront tôt ou tard. Les collectivités locales et autres parapublics deviendront des acteurs à part entière de l'économie sociale, comme on le voit déjà au Royaume-Uni dans le sillage de la Fairtrade Foundation.

### — **L'argent, le nerf de l'alternative**

Les utopies monétaires restent surtout des utopies (réseaux de troc comme les SEL, monnaies à intérêts négatifs dites fondantes), et les expériences les plus florissantes en la matière sont des réseaux de troc (« bartering ») entre PME organisés par des organisations à but lucratif.

Là où l'économie sociale parle argent, c'est dans ses liens avec l'économie financière mondialisée. Les changements de sensibilité des épargnants préparent le marché pour de nouveaux produits financiers, y compris techniquement très complexes (fonds de pension, Sicav éthiques, assurances « Branche 23 », « Une action en or » de la FGF, etc.).

Avec en ligne de mire un défi majeur ou une limite définitive : comment financer les besoins en capitaux de circuits économiques dont la spécificité est de justement ne (presque) pas rémunérer le capital ?

### — **Services publics : une autre privatisation est possible**

Electrabel, Belgacom, SNCB : l'Etat met ses actifs sur le marché. De facto, cela transforme les services publics en grandes entreprises capitalistes emmenées dans des tourbillons de fusions/acquisitions. Face à celles-ci les gouvernements montrent leur inquiétude et font naître chez l'électeur le soupçon qu'ils sont impuissants. Pourquoi ne pense-t-on pas à privatiser sous forme d'entreprises sociales ? La loi a bien obligé les hôpitaux à prendre la forme d'asbl, mettant un frein radical à toute velléité de commercialiser à outrance les soins de santé. En Wallonie, Trace!, l'ancien service public de l'intérim, est peut-être en train de montrer une voie alternative.

Au niveau local, on voit aussi que l'action de l'Etat s'affaiblit. Cette tendance va appeler une recombinaison/ auto-organisation dans les zones géographiques délaissées par les futurs anciens services publics (transports en commun, poste). Il y a à s'inspirer dès aujourd'hui de dispositifs comme le Community Reinvestment Act<sup>(7)</sup> américain pour que ces marchés ne laissent pas plein de zones grises sur la carte.

### — **Assurer des conditions de vie dignes à tous<sup>(8)</sup>**

Un revenu, un logement, une santé. En matière de droits sociaux, l'économie sociale a surtout, depuis 20 ans, tenté de faire face au défi du chômage en créant de l'emploi, et elle ne peut que continuer. Mais l'(auto)organisation de solidarités alternatives, avec des innovations qui marchent vraiment, se joue aussi sur d'autres champs : agences immobilières sociales, coopératives de propriétaires, autorénovation d'immeubles, occupations temporaires, maisons médicales, collectifs d'utilisateurs, tous sont producteurs de services à très haute valeur ajoutée en s'inscrivant contre un modèle marchand d'organisation des solidarités.

Et pourquoi ne pas ajouter à la liste les outils de lutte contre le surendettement, de crédit social et de mutualisation de l'épargne ? Financer la consommation, c'est un acte strictement économique ; si on le fait socialement, ça devient de l'économie sociale. Au risque de s'enliser dans le vieux débat : pallier les carences de l'Etat et du marché, ou transformer la société...

### — **« Et la culture bordel ! »**

Le monde de la création artistique et de sa diffusion est complètement écartelé entre les grosses machines inscrites dans les circuits commerciaux mondialisés et les artistes et distributeurs qui cherchent à garder une autonomie forte, avec ou sans soutien public. Plus la concentration des canaux de production et diffusion comme Clearchannel sera forte, plus les innovateurs auront le champ ouvert. Edition (Frémok, Aden), musique (Souterrain, Rival), cinéma (P'tit Ciné, Vox), lieux (Nova, Recyclart, la Zone, Barricade, Esperanzah), radios (Panik, Campus), etc. Sans compter la capacité des créateurs à s'organiser : SMart<sup>(9)</sup>, Taxi Brousse<sup>(10)</sup>, résidences et ateliers de toutes sortes, etc.

Aux frontières de la culture, il y a tout ce qui bouge dans les espaces virtuels du web et qui s'auto-organise contre le marché ou en décalage, du Réseau Citoyen à Bruxelles à Claroline<sup>(11)</sup> à l'UCL, en passant par Donorinfo.be, Indymedia, Wikipedia, etc.

## —— Socialiser l'urbanisation

Les villes se développent comme des nœuds dans une toile globale d'échanges en tous genres. Elles deviennent des lieux de passage pour les hommes, les marchandises, les symboles. Et pourtant, on est de plus en plus nombreux à y vivre, qu'elles soient au top du hit parade de ces échanges ou pas. Or il n'y a pas de socialité urbaine possible si le développement de la ville n'est pensé que comme la boulimie d'un nœud de réseaux mondialisés : il n'y a que des fractures. Pourtant tout un vivier d'initiatives et de recherches tentent de voir la ville autrement, dans toute sa complexité, d'en réconcilier les composantes autrement que dans des logiques extraverties. On parle de développement de quartier, de luttes urbaines, d'interventions urbaines, avec des dimensions économiques, culturelles et sociales. Il suffit de se retourner vers des acteurs comme City Mine(d), Disturb, Recyclart, et de voir ce qui se joue dans des villes bien plus écartelées que les nôtres, comme Manchester où existe depuis des années un véritable « shopping mall » (gros centre commercial) alternatif. Réancrer les villes dans le local, c'est aussi surtout défendre des territoires cohérents. Le monde rural lui aussi est en mutation et l'économie sociale est au premier plan de la manière dont il se réorganise pour faire face aux effets de la mondialisation.

---

(1) Cette généralité doit être replacée dans son contexte théorique, historique et politique. C'est ce que propose Jean-Louis Laville dans un texte court et remarquable, « L'économie plurielle » (dans le *Dictionnaire de l'autre Economie* qu'il a codirigé avec Antonio David Cattani chez Desclée-De Brouwer en 2005), dont les propositions faites ici peuvent constituer un prolongement pour l'action.

(2) Nous renvoyons déjà dans cette note à plusieurs contributions téléchargeables sur le site [www.saw-b.be/25ans](http://www.saw-b.be/25ans). A commencer par celles de Jacques Defourny (CES/ULg) et Jean-Louis Laville (CNRS et CNAM, Paris) et de Christian Arnsperger (Chaire Hoover/UCL).

(3) Voir les contributions de Bénédicte Fonteneau (Hiva, KUL) et d'Andreia Lemaître (Cerisis/UCL) sur [www.saw-b.be/25ans](http://www.saw-b.be/25ans).

(4) Voir la contribution de Bernard Van Asbrouck (Forem) sur [www.saw-b.be/25ans](http://www.saw-b.be/25ans).

(5) *Entrepreneuriat d'économie sociale en Région wallonne de 1995 à 2005 : bilan et perspectives* - février 2005.

(6) [http://www.madeindignity.be/Files/media/Mouvement/Campagnes/CPPMC/Dossier/cahier3\\_cahier1MID.pdf](http://www.madeindignity.be/Files/media/Mouvement/Campagnes/CPPMC/Dossier/cahier3_cahier1MID.pdf)

(7) La *Community Reinvestment Act* (CRA) est une législation américaine relative au crédit. Elle comporte des incitatifs anti-discriminatoires et des incitatifs au développement collectif et a pour objet d'encourager les prêteurs, en particulier les banques, à répondre aux besoins de crédit du marché local, y compris ceux des zones à revenu faible ou modéré.

(8) Voir la contribution de Marthe Nyssens (Cerisis/UCL).

(9) SMart : <http://www.smartasbl.be>

(10) Taxi Brousse : <http://www.taxi-brousse.be>

(11) Claroline : <http://www.claroline.net>